

Histoire et politique : Au Maghreb, le racisme anti-Noirs persiste

jeudi 27 décembre 2018, par [BOZONNET Charlotte](#) (Date de rédaction antérieure : 23 novembre 2017).

Nourri par l'histoire et les difficultés sociales, aggravé parfois par les autorités, le rejet des populations noires reste prégnant en Afrique du Nord.

Parmi les réactions suscitées par la diffusion de la vidéo de CNN montrant une vente aux enchères de migrants subsahariens en Libye, la dénonciation d'un racisme anti-Noirs persistant dans les pays du Maghreb figure en bonne place. Si les situations n'y sont pas comparables à la barbarie observée en Libye, les communautés noires continuent toutefois d'y être victimes de mépris, de discriminations, voire d'agressions.

En Algérie, il existe une forte présence de migrants subsahariens qui y restent de quelques mois à quelques années, comme une pause sur leur route vers l'Europe. Selon les associations locales, ils seraient près de 100 000. Vivant dans les périphéries des grandes villes, privés de statut légal, ces habitants « fantômes » occupent souvent des emplois à la journée dans le secteur de la construction.

En octobre 2015, l'histoire de Marie-Simone, une migrante camerounaise d'une trentaine d'années, avait fait la « une » de la presse. Victime d'un viol collectif à Oran (ouest), elle avait eu le plus grand mal à se faire soigner et à porter plainte. En mars 2016, à Ouargla (centre), c'est le meurtre d'un Algérien poignardé par un migrant nigérien qui avait dégénéré en une véritable chasse aux migrants. Et les exemples ne manquent pas.

Les autorités algériennes sont récemment revenues sur la tolérance dont elles avaient fait preuve vis-à-vis de la migration subsaharienne depuis 2012 et le début des troubles au nord du Mali. En décembre 2016, 1 200 personnes ont été renvoyées du pays. D'autres rafles et expulsions ont depuis été menées dans les grandes villes du pays. Emmenés en bus jusqu'à Tamanrasset, à 2 000 km au sud d'Alger, ils ont ensuite été relâchés de l'autre côté de la frontière, côté nigérien, parfois en plein désert.

Au Maroc, de nombreux témoignages font aussi état d'un racisme latent. Celui-ci va de faits divers extrêmement violents - en 2014, trois migrants ont été tués à Boukhalef, un quartier périphérique de Tanger - à un racisme diffus. « Dans la rue, certains nous appellent Ebola », racontait un Camerounais rencontré en septembre à Tétouan (nord).

La partie nord du royaume est un territoire de passage pour les Subsahariens qui veulent tenter la traversée vers l'Europe : soit par la mer, soit en essayant de franchir les barrières qui séparent le continent africain des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Contraints de se cacher dans des conditions très dures, beaucoup sont victimes de bastonnades lorsqu'ils sont pris, puis envoyés dans des villes du sud du Maroc pour tenter de les éloigner.

En Mauritanie, plus au sud, le racisme ne vise pas les migrants de passage mais une partie des citoyens mauritaniens, rappelant la situation d'un pays où les Maures blancs concentrent la majorité

des pouvoirs au détriment des Haratine, descendants d'esclaves, et des Négro-Africains. L'esclavage y a été interdit en 1981. Son interdiction a même été inscrite dans la Constitution en 2012, mais la pratique reste courante.

« Le racisme anti-Noirs continue aujourd'hui au Maghreb. La couleur de peau est toujours associée à un statut inférieur. Des tribus pratiquaient l'esclavagisme dans tout le Maghreb et c'est resté dans l'imaginaire collectif », souligne le sociologue marocain Mehdi Alioua, président du Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (Gadem). « L'esclavage, la chosification du corps est la forme la plus extrême du racisme », poursuit-il, en référence à la vidéo de CNN.

L'universitaire déplore toutefois le manque de recherches sur cette question. Le sujet du racisme anti-Noirs dans les pays nord-africains est peu documenté, par manque de moyens et certainement aussi à cause d'une forme d'autocensure. « Certains craignent d'être accusés de faire le jeu de l'Occident. La conséquence de cette absence de connaissances, c'est que, parfois, on sous-estime ce racisme, parfois, on le surestime », poursuit M. Alioua, qui précise toutefois que le débat avance : « A chaque fois qu'une campagne de sensibilisation est lancée, elle reçoit plutôt un bon écho au sein de la population, et ce dans tous les pays du Maghreb. »

Au Maroc, l'augmentation du nombre de migrants subsahariens ces dernières années a eu un effet ambivalent, provoquant tout à la fois plus de frustrations parmi la population – certains estimant, sur fond de difficultés économiques, que les migrants ont plus d'aides que les nationaux –, mais permettant en même temps de démocratiser la problématique et d'accroître la dynamique de soutien aux migrants.

En Algérie aussi, les associations se sont emparées ces dernières années de la situation des Subsahariens. Leïla Beratto, correspondante de RFI, travaille sur le sujet depuis des années. « Cette discrimination est liée à l'histoire de l'Algérie où des Noirs ont été les esclaves de riches familles à la peau claire, mais elle s'explique aussi par les différences culturelles entre Algériens et Subsahariens, qui se connaissent mal », note la journaliste.

L'un des facteurs déterminant de l'accueil réside dans l'attitude des autorités. Début juillet, Ahmed Ouyahia – devenu le 15 août premier ministre d'Algérie – avait affirmé que les migrants sont « une source de criminalité, de drogue et de plusieurs autres fléaux ». Quelques jours plus tard, le ministre des affaires étrangères, Abdelkader Messahel, parlait, quant à lui, d'« une menace pour la sécurité » du pays. « Dans ces conditions, le travail de sensibilisation sur le terrain est rendu encore plus difficile », souligne Leïla Beratto.

Le Maroc a connu, de son côté, un changement important de sa politique migratoire impulsé par le roi Mohammed VI depuis 2013. Alors que le royaume faisait face à de lourdes critiques pour son traitement des migrants, deux opérations de régularisations massives ont été lancées : la première, en 2014, a permis de régulariser 25 000 sans-papiers, la deuxième n'est pas achevée mais quelque 26 000 demandes ont été déposées. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de l'ambitieuse politique africaine du royaume.

En Mauritanie, la lutte contre l'esclavage et les discriminations est devenue un thème incontournable de la vie politique, même si les militants de ce mouvement font régulièrement l'objet d'arrestations et de condamnations. Biram Ould Dah Ould Abeid, figure de ce combat, fut ainsi l'un des quatre candidats à l'élection présidentielle de juin 2014 face au président sortant, Mohamed Ould Abdel Aziz.

Mais c'est certainement dans la Tunisie post-révolutionnaire que l'évolution est la plus sensible.

« Pendant longtemps, le sujet des Tunisiens noirs, traités comme des citoyens de seconde zone, a été un tabou », rappelle Houda Mzioudet, chercheuse et spécialiste des minorités en Tunisie.

Si leur nombre exact est difficile à déterminer, les Tunisiens noirs ou d'origine noire représenteraient 10 à 15 % de la population, surtout concentrés dans le sud du pays. En 2013, une marche pour la défense de leurs droits avait été organisée à Djerba. En 2016, l'agression de trois étudiants congolais en plein centre-ville de Tunis avait à son tour créé un vif émoi. Aujourd'hui, la Tunisie s'apprête à adopter une loi criminalisant la discrimination raciale. « Ce serait la première loi de ce type dans le monde arabe », souligne Houda Mzioudet.

Charlotte Bozonnet

P.-S.

• Le Monde. Publié le 23 novembre 2017 à 11h44 - Mis à jour le 25 novembre 2017 à 06h37 :
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/23/au-maghreb-la-persistance-d-un-racisme-anti-noirs_5219175_3212.html